



Données Ouvertes Pour le Développement

CRÉER UNE RÉVOLUTION DES DONNÉES INCLUSIVES

RAPPORT ANNUEL

Période couverte par le rapport :
1^{er} avril 2019 – 31 mars 2020



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada



WILLIAM + FLORA
Hewlett
Foundation



IDRC | CRDI

Canada

Données Ouvertes Pour le Développement

CRÉER UNE RÉVOLUTION DES DONNÉES INCLUSIVES

RAPPORT ANNUEL

Période couverte par le rapport :

1^{er} avril 2019 – 31 mars 2020

Table des matières

Introduction	3
Résumé	5
Résultats clés de la phase II du programme DOD	9
Résumé de la recherche, des activités et des résultats émergents	13
Défis et leçons retenues	25
À propos des centres de réseau DOD	29
Annexe A : Indicateurs et rapports sur les résultats de la phase II du programme DOD	32

Introduction

Le programme données ouvertes pour le développement (DOD) est le principal partenariat mondial créé pour faire progresser l'innovation et l'utilisation des données ouvertes dans le monde entier.

Ce rapport annuel pour DOD fournit:

- ▶ Une vue d'ensemble du contexte mondial, des tendances et des questions qui influencent le programme;
- ▶ Un résumé des résultats et des activités soutenus par la phase II du programme DOD en 2019-2020 selon les objectifs généraux du programme.

Comment les données ouvertes peuvent être utilisées pour le développement

Les données ouvertes sont des données publiées en ligne qui peuvent être utilisées et réutilisées librement, et que chacun peut redistribuer. Les données ouvertes proviennent de nombreuses sources : les gouvernements sous la forme de données statistiques et administratives, les organismes multilatéraux, les scientifiques, le secteur privé et la société civile.

Les données ouvertes sont en passe de devenir un important moteur de changement social, d'innovation et de développement. Lorsque les données ouvertes sont utilisées de manière efficace (comme il est indiqué dans certains exemples du présent rapport), ces données ont le potentiel de transformer les sociétés. En effet, elles contribuent à une plus grande transparence et reddition de compte des gouvernements, rendent les économies plus innovantes et la prestation des services publics efficaces et augmentent la participation et la mobilisation des citoyens envers le développement inclusif et durable. Dans la phase II du programme DOD, le réseau s'est efforcé de comprendre comment créer et encourager des approches plus inclusives des données ouvertes et comment celles-ci sont liées à la promotion de l'égalité des sexes et de la bonne gouvernance.

Programme Données ouvertes pour le développement

Le programme DOD a été créé en 2015 en tant qu'initiative regroupant plusieurs bailleurs de fonds qui est financée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), la Banque mondiale (BM), Affaires mondiales Canada (AMC) et le Department for International Development (DFID) du Royaume-Uni. La phase II du programme DOD est soutenue par la Fondation Hewlett, AMC et le CRDI.

Grâce à un programme coordonné hébergé par le CRDI, le programme DOD s'appuie sur un réseau mondial de centres régionaux, de conseillers experts et d'initiatives mondiales pour utiliser les données ouvertes afin de générer une plus grande responsabilité et transparence, des innovations locales et une meilleure prestation de services publics clés dans des domaines tels que l'égalité des sexes, l'éducation et la santé. Le réseau de partenaires du programme DOD dirige la réflexion mondiale sur les données ouvertes, et produit des connaissances, des preuves et des bonnes pratiques sur la façon dont les données ouvertes peuvent être utilisées pour créer une incidence, une innovation sociale et d'autres répercussions. Nous travaillons avec des experts et des partenaires locaux qui dirigent des collaborations régionales et bâtissent des écosystèmes locaux durables afin de transmettre et d'utiliser les données pour le bien social. Pour ce faire, les centres apportent leur soutien aux gouvernements et aux entrepreneurs civiques sur des questions clés telles que les politiques et pratiques en matière de données ouvertes, la protection de la vie privée, les normes, l'innovation et le développement des compétences.

Résumé

La phase II du programme DOD a culminé avec 24 mois de travail achevés au cours de l'année 2019-2020. Ce rapport fournit un résumé des principales activités et des résultats. Dans l'ensemble, le programme a permis d'atteindre les objectifs clés de la phase III du programme DOD liés à la promotion de l'égalité des sexes dans le cadre du Partenariat pour un gouvernement ouvert, à l'intensification des activités en Afrique francophone et au renforcement des capacités en matière de données dans les communautés du monde entier.

Le réseau DOD a continué à donner la priorité aux cinq piliers fondamentaux pour l'action et les résultats tout au long de notre travail :

- ▶ **Catalyser l'intervention:** Aider les gouvernements, les entrepreneurs et la société civile à élaborer un plan d'action mondial afin d'exploiter les données ouvertes pour le développement;
- ▶ **Aider les gouvernements:** Aider les gouvernements des pays en développement à planifier, à exécuter et à gérer les initiatives de données ouvertes nationales;
- ▶ **Accroître l'utilisation efficace:** Augmenter la réutilisation des données ouvertes dans les pays en développement en appuyant des normes appropriées, des lignes directrices, des applications axées sur les solutions et une capacité du côté de la demande, ce qui contribue à l'innovation sociale et économique;
- ▶ **Surveiller les répercussions:** Mieux comprendre la relation entre les initiatives de données ouvertes et le développement socioéconomique afin d'influencer la qualité et la portée des futures initiatives de données ouvertes
- ▶ **Bâtir la capacité institutionnelle:** Bâtir la capacité institutionnelle et la durabilité du réseau du programme DOD.

Ces valeurs sont largement mises en œuvre par les six centres régionaux du programme DOD, qui sont de plus en plus reconnus au niveau régional et mondial pour leur expertise, leurs approches collaboratives et leur pouvoir de rassemblement. Au cours des 24 derniers mois, les centres ont contribué à un changement de politique et de pratiques grâce à leurs approches innovantes pour tirer parti des données ouvertes pour

le développement. Leur participation et leur leadership dans la réalisation de recherches de référence et de mesures d'impact continuent d'être un catalyseur pour l'action.

Depuis 2017, le réseau DOD et d'autres partenaires ont planifié et fait progresser l'initiative Gouvernement ouvert et féministe pour faire progresser l'égalité des sexes par une transparence, une participation et une réactivité accrues des gouvernements dans les pratiques et les engagements du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO). Lorsque les activités ont débuté en 2017, le sujet était considéré comme un domaine d'intérêt émergent avec peu d'engagements et d'actions concrètes. Le sommet 2019 du PGO a fourni un bon reflet des progrès réalisés à ce jour, car la question est désormais à l'ordre du jour. Il comprenait une journée d'événements préparatoires consacrés à l'initiative Gouvernement ouvert et féministe, un ordre du jour général où plus de 25 % des séances étaient axées sur l'égalité des sexes, et un nombre important de nouveaux engagements

de la part des gouvernements pour accroître l'égalité des sexes dans leurs processus de cocréation ou leurs plans d'action nationaux (PAN). La contribution et la coordination des centres DOD ont également largement contribué à la [publication d'une étude de cas de 12 pays](#) qui a été lancée lors du sommet 2019 du PGO. Le rapport présente une recherche fondamentale qui met en lumière les pratiques féministes actuelles en matière de gouvernement ouvert en Afrique, en Asie et en Amérique latine – jetant ainsi les bases des futures pistes de travail.

Au cours de l'année, le réseau DOD a situé son travail au sein de la communauté mondiale des données pour le développement. Le livre commandé par DOD « State of Open Data: Histories and Horizons » publié en 2018, continue d'être une ressource importante pour les organismes multilatéraux, les gouvernements et les organisations qui font de la recherche et de la programmation en matière de données pour le développement. Grâce à la diffusion opportune de sa programmation et de sa recherche-action,

le réseau a continué à déterminer comment les politiques, les normes, les ensembles de données et les innovations liés aux données ouvertes peuvent être liés au changement sectoriel et social. L'année 2019 a également été caractérisée par l'exploration de nouvelles possibilités d'intégrer l'utilisation des données à l'intelligence artificielle (IA), l'exposition des lacunes en matière de données pour améliorer le genre et l'inclusion, et la localisation des données ouvertes comme pilier essentiel dans les débats sur la gouvernance des données. Malgré les progrès accomplis par les centres du réseau et d'autres partenaires clés, il existe encore un large éventail de maturité des écosystèmes et de l'utilisation des données ouvertes qui nécessitera une action pour faire avancer les travaux.

Les barrières linguistiques qui empêchent la participation au DOD restent un domaine crucial pour aborder l'inclusion et l'impact dans le cadre des activités du programme DOD. Au cours des deux dernières années, le centre de la Communauté d'Afrique francophone pour les Données ouvertes

(CAFDO) du programme DOD a largement contribué à accroître la sensibilisation aux données ouvertes dans toute l'Afrique francophone, qui était auparavant inaccessible en raison de la base largement anglaise de la plupart des ressources. En 2019, la CAFDO ont financé 52 mini-subventions provenant de 15 pays. Ces subventions, gérées par des experts locaux (universitaires ou technologues de la région), ont permis de sensibiliser et de former aux données, et d'encourager l'innovation par le biais des données ouvertes pour résoudre les problèmes de développement local. Afin d'obtenir un soutien politique et d'encourager la poursuite de l'innovation, la CAFDO a organisé la 2e Conférence annuelle d'Afrique Francophone sur les Données Ouvertes (CAFDO2019) – à laquelle ont participé de nombreuses personnalités, dont le premier ministre de Côte d'Ivoire, qui a réitéré son engagement à promouvoir les données ouvertes dans la région. Le CAFDO continue d'être considéré comme un chef de file reconnu, mobilisant les acteurs au plus haut niveau de l'État, notamment au Burkina Faso, au Tchad, en Côte d'Ivoire et au Mali.

Résultats clés

Phase II du programme DOD

Le programme DOD continue d'être considéré comme un chef de file mondial dans la recherche et l'innovation en matière de données ouvertes, ainsi que dans la garantie que les résultats cadrent avec les défis du développement durable. Au cours de l'année 2019, le programme DOD a continué à soutenir nos centres de réseaux régionaux dont l'expertise a stimulé les initiatives mondiales, régionales et locales en matière de données ouvertes. Ces activités vont de la fourniture d'une assistance technique aux gouvernements sur les processus de passation de marchés ouverts en Amérique latine à l'autonomisation des communautés de données autochtones en Asie, en passant par la diffusion des meilleures pratiques en matière d'ouverture des données, comme le livre de recettes de données ouvertes du Réseau de données ouvertes en Afrique (AODN).

Le programme DOD a mené plusieurs grandes initiatives telles que le Gouvernement ouvert et féministe et l'état des données ouvertes dans l'intention de maximiser l'impact durable et de fournir des repères importants pour les progrès futurs.

L'incidence des engagements en matière de gouvernement ouvert sur les femmes et les groupes historiquement marginalisés, ainsi que leur participation à la création de politiques, n'était pas jusqu'à présent un grand domaine d'intérêt. Au cours de la dernière phase de programmation, le programme DOD a contribué à une [étude fondamentale](#) qui décrit les obstacles auxquels de nombreuses femmes et organisations de femmes sont confrontées lorsqu'elles tentent de participer aux processus de gouvernement ouvert. La publication présente des études de cas de 13 pays d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient, dans le but d'améliorer la prise en compte et la représentation du genre dans les politiques futures. Grâce aux efforts dévoués des partenaires du PGO pour faire progresser l'inclusion et le genre, la Bosnie-Herzégovine, l'Italie, les Philippines, l'Équateur, le Luxembourg, le Burkina Faso et le Nigéria ont tous pris des engagements liés au genre pour la première fois en 2019.

- ▶ Le travail du programme DOD sur les études de recherche et de délimitation de la portée du Gouvernement ouvert et féministe a aidé le genre à devenir l'un des domaines thématiques à la croissance la plus rapide pour les plans d'action du PGO. Malgré l'objectif premier du projet, qui est de faire progresser les considérations de genre dans les contextes des pays en développement, l'initiative Gouvernement ouvert et féministe a eu une incidence considérable sur un programme

plus large, et s'est engagée dans le cadre de la coalition Break the Roles du PGO. 25 % des séances du Sommet du PGO à Ottawa incluait des considérations de genre, et c'est le domaine thématique qui connaît la croissance la plus rapide au sein du PGO. À l'échelle mondiale, dans le cycle des plans d'action nationaux de 2019, 41 membres du PGO ont pris 127 engagements axés sur le genre ou mentionnant spécifiquement les femmes, les filles ou les groupes LGBTQIA+. 39 % des membres du PGO ont pris un engagement lié au genre dans les plans d'action 2019-2021, marquant une amélioration spectaculaire (16 %) par rapport à la création de l'initiative Gouvernement ouvert et féministe en 2018. Depuis le début de l'initiative Gouvernement ouvert et féministe en 2018, 73 engagements ont été pris dans 24 plans d'action de pays en développement. Parmi ces engagements, si beaucoup font partie d'un changement plus large, quelques-uns sont directement attribuables aux activités de l'initiative Gouvernement ouvert et féministe, montrant un appétit pour les preuves et la recherche-action axée sur les hypothèses.

- ▶ La violence sexiste et le meurtre intentionnel de femmes – le « féminicide » – restent un problème considérable en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'absence de reconnaissance et la mauvaise documentation de ces incidents ont laissé peu de données permettant d'étayer les options politiques potentielles. Au cours de l'année écoulée, le centre latino-américain, ILDA, du programme DOD a continué à peaufiner son travail sur la [norme régionale sur les féminicides](#). La norme décrit les meilleures pratiques pour sélectionner les variables et recueillir les données afin de documenter ces incidents. Selon les premiers tests effectués en Argentine et en Uruguay, une nouvelle version de la norme a été créée et est actuellement testée et mise à l'échelle au Panama, en Équateur et en Jamaïque.
- ▶ Le suivi du flux de l'aide au développement en Afrique subsaharienne fournit des informations essentielles à une multitude d'acteurs, mais il est également rarement rassemblé et partagé publiquement en un seul endroit. Soutenue par une mini-subvention de la CAFDO, Nathalie Astou Sidibé a reconnu ce fait et a créé SAID – Mali, un portail en ligne abritant des données de développement propres au Mali. Le projet a suscité un intérêt considérable de la part des donateurs et d'autres gouvernements et a été présenté lors de la réunion annuelle des membres de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) à Bruxelles. Les discussions ont également porté sur la manière d'utiliser la plateforme pour lutter contre la corruption.

- ▶ Les programmes soutenus par ODAAsia ont démontré que la mise à disposition des [réponses parlementaires](#), dans un format facile à rechercher, permet aux parlementaires et aux citoyens d'accéder à des informations et des données concises d'intérêt public. En définitive, cela rend l'important travail parlementaire plus accessible et plus compréhensible. Au cours de l'année écoulée, ODAAsia a continué à mettre en place et à élaborer des programmes dans la région du Mékong, qui numérisent les transcriptions parlementaires et les rendent disponibles en tant que données législatives ouvertes.
- ▶ Pour réaliser pleinement les avantages et le potentiel des données ouvertes pour contribuer au développement, la demande de leur disponibilité et la capacité de les utiliser doivent exister au sein d'une population. Tout au long de l'année 2019, le Caribbean Open Institute (COI) a œuvré à l'instauration d'une culture des données en ouvrant des « écoles de données ouvertes » qui dispensent une formation aux compétences numériques et à la maîtrise des données. Au cours de l'année écoulée, avec le soutien de Google et du gouvernement de la République dominicaine, le COI a lancé des écoles de données ouvertes dans sept pays, en mettant l'accent sur la formation des femmes aux données ouvertes.
- ▶ Le programme African Open Data Fellowship (géré par l'AODN) place des experts dans les ministères afin de renforcer les capacités et les compétences en matière de données. Au cours de l'année écoulée, un boursier intégré au ministère de l'Information de la Sierra Leone par le biais de la Right to Information Commission (RAIC), a contribué à déterminer et à fournir des recommandations pratiques pour résoudre les goulets d'étranglement juridiques dans la mise en œuvre efficace de l'accès à l'information et des données ouvertes. La commission est en train d'élaborer un projet de politique de données ouvertes pour la Sierra Leone, qui est également soutenu par l'AODN.

Résumé Recherche, activités et résultats émergents

Inciter à l'action

Aider les gouvernements des pays en développement, les entrepreneurs et la société civile à faire progresser un plan d'action mondial visant à exploiter les données ouvertes pour le développement et à soutenir la participation égale des femmes et des filles.

Soutenir l'action mondiale

- ▶ L'aide aux migrants dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) est une priorité absolue pour de nombreux acteurs, mais il y a toujours un manque de données publiques sur la question. Il est également crucial de reconnaître que les données recueillies sur les migrations doivent être intersectionnelles, c'est-à-dire qu'elles doivent refléter les réalités des femmes et des populations autochtones. Ces sujets ont été au cœur des conversations lors de la conférence The Condatos / Abrelatam – le plus grand événement axé sur les données dans la région d'ALC, qui a eu lieu en Équateur en août 2019. Le consensus qui s'est dégagé est que ces questions doivent être mieux intégrées dans le programme de la communauté des données d'ACL pour aller de l'avant. Ces éléments ont également contribué à la prochaine phase de programmation DOD de l'ILDA, qui sera largement axée sur le soutien de services plus inclusifs pour les migrants en Amérique latine.
- ▶ En mars 2020, les parties prenantes se sont réunies pour discuter des nouveaux défis liés aux droits, à la vie privée et à l'augmentation des inégalités lors de l'atelier *TheData, AI and Society* à Montevideo, en Uruguay. Pendant 3 jours, 30 participants du monde entier ont partagé des résultats de recherche clés et des idées sur les utilisations bénéfiques des données et de l'IA pour relever les défis du développement. L'atelier s'est terminé par des suggestions importantes pour un [futur programme de recherche pour aller de l'avant](#).
- ▶ Les centres DOD continuent de s'engager dans des partenariats stratégiques qui visent à stimuler l'innovation en s'associant avec des gouvernements, des partenaires du secteur privé comme IBM, des organismes multilatéraux comme l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'initiative Global Open Data for Agriculture and Nutrition (GODAN), et la société civile et l'ANASE. Cela inclut des accords officiels avec les gouvernements du Burkina Faso, de la Sierra Leone et de la Malaisie.



Inciter à l'action en faveur de l'égalité de participation des femmes et des filles

- ▶ La recherche commandée par l'initiative Gouvernement ouvert et féministe a révélé que la participation des femmes aux processus du PGO dans des pays comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, les Philippines et l'Indonésie était largement fortuite et non intentionnelle. Lorsque les femmes étaient représentées dans les comités directeurs nationaux, elles n'étaient pas là pour représenter ou conseiller sur les questions relatives aux femmes. À la lumière de ce constat, certains pays du PGO, comme la Sierra Leone, l'Argentine, l'Afghanistan, les Philippines et le Mexique, ont désormais des représentants d'organisations de femmes qui participent à la direction du comité directeur national ou à des groupes multipartites.
- ▶ Au cours des 24 derniers mois, l'initiative Gouvernement ouvert et féministe a contribué et étudié le développement de plusieurs plans d'action du PGO. Avec le soutien d'un conseiller principal en matière de genre et de nouvelles recherches et conclusions,

cela a permis d'influencer les plans visant à accroître la perspective de genre, à forger de nouveaux partenariats entre le PGO, le réseau DOD et des groupes clés se concentrant sur le genre et l'inclusion comme Women Deliver et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Elle a également soutenu le lancement d'une nouvelle campagne par le biais de Break the Roles, et a bâti une coalition de plus de 20 gouvernements et partenaires qui se sont engagés à faire avancer ce travail. Au sommet 2019 du PGO, plus de 20 gouvernements et partenaires se sont réunis pour former la Coalition pour le genre du PGO, qui guidera et amplifiera le genre et l'inclusion dans le PGO, ainsi que près de 25 % des séances du sommet axées sur le genre et l'inclusion.

- ▶ Les efforts susmentionnés ont abouti à ce que le genre devienne le domaine thématique à la croissance la plus rapide pour les plans d'action du PGO en 2019, un changement clair de priorité par rapport au point de départ de 2017.

- ▶ Le projet de l'initiative Gouvernement ouvert et féministe a également cherché à élargir son réseau de parties prenantes. Après un premier cadrage, un appel ouvert à la recherche a été lancé afin d'inciter de nouveaux acteurs de l'espace de gouvernement ouvert à mener une recherche-action qui soutiendrait en fin de compte les processus de gouvernement ouvert qui intègrent le genre dans leur conception et leur mise en œuvre. Cinq projets, soutenus par 5 institutions, ont été sélectionnés à partir d'un appel à propositions ouvert :

Equal Measures 2030: La recherche d'EM2030 s'est concentrée sur la compréhension des intersections entre les objectifs de développement durable (ODD), le gouvernement ouvert et le plaidoyer en faveur de l'égalité des sexes à travers la perspective des organisations de défense des droits des filles et des femmes dans trois pays du PGO. L'organisation a réuni ses partenaires nationaux en Colombie, en Indonésie (KAPAL) et au Kenya (GROOTS et FEMNET), ainsi que les parties prenantes du PGO dans chaque pays, pour une série de groupes de discussion et

d'entretiens. La recherche d'EM2030 a validé les conclusions antérieures selon lesquelles beaucoup peut être fait pour améliorer la participation des organisations de défense des droits des femmes dans les processus du PGO. Dans les trois contextes nationaux évalués, les participants aux groupes de discussion ont identifié les obstacles à la cocréation inclusive, les engagements en matière de genre dans les plans d'action nationaux, et la vision complète de l'intégration du genre dans les processus de gouvernement ouvert – et ont commencé à réitérer des idées pour contourner ces obstacles et les domaines d'investissement des États membres du PGO et du secrétariat qui pourraient intensifier les efforts d'inclusion. Les observations faites par ces pays à différents stades de l'élaboration du plan d'action national mettent en évidence la valeur du partage des connaissances entre les contextes sur les voies d'engagement des organisations de défense des droits des femmes, les stratégies de travail dans les environnements pauvres en ressources, les meilleures propositions de valeur du gouvernement aux organisations de défense des droits des femmes pour encourager

la participation, et le besoin d'outils flexibles pour évaluer où en sont les pays en termes d'inclusion du genre et améliorer la participation des organisations de défense des droits des femmes.

CARE International: Dans le cadre de sa recherche-action, CARE s'est demandé si une analyse participative et sexospécifique de l'économie politique pouvait rendre les processus gouvernementaux ouverts plus sensibles aux femmes. En utilisant une approche approfondie aux Philippines, CARE s'est engagé dans trois consultations groupées sur les îles de Visayas, de Mindanao et de Luzon. Ils ont proposé des ateliers préparatoires avec les organisations de défense des droits des femmes, une aide aux déplacements pour améliorer les niveaux de participation, et ont documenté quand et comment le genre et l'inclusion ont été pris en compte dans les consultations elles-mêmes en suivant les personnes qui ont pris la parole et le type d'interventions, et une analyse finale du plan d'action soumis pour évaluer quelles recommandations de genre et d'organisations de femmes ont finalement été intégrées dans le projet. CARE a constaté qu'un certain nombre de facteurs poussaient les organisations de défense des droits des femmes à participer, mais que des interventions précoces étaient nécessaires pour engager ces communautés bien avant un processus de cocréation pour une incidence maximale. Au moment où les consultations à distance ont eu lieu, il était plus difficile de fournir des contributions et des recommandations plus importantes pour façonner les plans d'action. En outre, pour garantir une participation plus diversifiée et plus représentative aux consultations, il est nécessaire de mettre en place des mesures de sensibilisation et un soutien financier afin de s'assurer que les groupes de femmes disposent des ressources nécessaires pour se déplacer afin de participer si elles se trouvent en dehors des capitales. Bien qu'il s'agisse d'un délai serré, les Philippines ont abouti à leurs premiers engagements en matière de genre à la suite de ces mobilisations avec un total de dix engagements mentionnant explicitement les femmes, les filles ou le genre comme faisant partie de l'engagement. Grâce à ces activités, CARE a créé un projet d'outil d'analyse de l'économie politique du genre et des ressources consultatives que le PGO continuera à peaufiner et à incorporer dans des matériaux généraux de cocréation.

Tecnicas Rudas: Ce projet de recherche a testé l'hypothèse selon laquelle l'introduction d'indicateurs de genre dans l'analyse de la transparence concernant la gouvernance des ressources naturelles révélera des lacunes et des besoins en matière de données ouvertes et de politiques

publiques qui ne seraient pas détectés autrement. Tecnicas Rudas a organisé des ateliers de recherche au Pérou, en Colombie et au Mexique, et a fait preuve d'un engagement plus intensif au Mexique, qui était en train de co-créer à ce moment-là. Grâce à ce projet, Tecnicas Rudas a pu tester le développement d'indicateurs au Pérou et en Colombie en examinant les engagements existants en matière de ressources naturelles et en appliquant une optique de genre aux indicateurs pour voir ce qu'ils révélaient, en partenariat avec des groupes locaux de défense des droits numériques et des organisations locales de défense des droits fonciers sensibles au genre. Ils ont utilisé cette recherche-action pour informer le travail avec des organisations comme Mujer y Medioambiente, qui a produit une recherche cruciale sur les répercussions différentielles de l'industrie minière et de la politique de l'eau sur les femmes au Mexique, et pour proposer des indicateurs de genre dans le 4e plan d'action national du Mexique.

Oxfam: Le projet d'Oxfam Tunisie visait à soutenir et à documenter les meilleures pratiques en matière de budgétisation locale, en mettant l'accent sur l'engagement des femmes marginalisées de Kairouan, en Tunisie, dans les pratiques de gouvernement local ouvert. Bien que différent des autres projets en se concentrant sur un engagement à l'échelle locale, ce projet a soulevé des questions et des résultats importants sur la meilleure façon de promouvoir la budgétisation locale – un domaine de croissance pour de nombreuses sections locales du PGO. Oxfam a collaboré avec le Centre de recherche et de formation pour les femmes arabes afin d'aider un groupe de femmes travaillant dans l'agriculture à Maâmoura à définir et à diriger la recherche, à déterminer et à acquérir les compétences, la confiance et les ressources dont elles ont besoin pour influencer les processus budgétaires de manière sûre et efficace. Grâce à une série d'ateliers, de groupes de discussion et d'activités de renforcement des capacités, les participants ont défini leurs besoins individuels et collectifs, les ont reliés à des questions structurelles plus larges et ont cerné les changements stratégiques qu'ils souhaitent voir se produire au moyen de réformes de l'administration ouverte.

Africa Freedom of Information Centre: L'AFIC a réalisé un examen des plans de passation de marchés publics et de contrats ouverts dans trois pays, indiquant les possibilités de renforcer la participation des femmes aux contrats publics au moyen de réformes de l'administration ouverte. L'AFIC a organisé des groupes de discussion et des ateliers au Kenya, au Nigéria et au Malawi, en partenariat avec les membres d'Article 19 East Africa au Kenya, du Centre for Human Rights and Rehabilitation au



Malawi et du Public and Private Development Centre au Nigéria. L'étude révèle également l'absence de ciblage spécifique des femmes, le manque de données ventilées sur les entreprises détenues et dirigées par des femmes, l'absence de données sur la proportion d'hommes et de femmes prenant des contrats, et le manque de sensibilisation des femmes aux lois sur les marchés publics et l'accès à l'information. Si les femmes sont généralement désavantagées dans les trois pays, celles qui travaillent dans le secteur informel le sont davantage. L'étude recommande de modifier les lois nationales respectives sur les marchés publics afin de prévoir des contrats ouverts, de renforcer la mise en œuvre des engagements respectifs du PGO en encourageant la divulgation et la participation des femmes aux marchés publics, et de sensibiliser les entreprises dirigées par des femmes aux engagements du PGO et aux occasions de marchés publics. Bien qu'elle ait constaté que le cas kenyan se heurte à des difficultés de mise en œuvre, l'AFIC recommande également aux pays de s'inspirer du cas kenyan pour mettre en place des initiatives visant à faire progresser

la participation des femmes dans les marchés publics avec des engagements spécifiques axés sur le genre.

En plus des contributions apportées à l'initiative Gouvernement ouvert et féministe, les centres des réseaux ont également travaillé de manière indépendante pour faire avancer et intégrer l'égalité des sexes dans leur travail. Par exemple, le Réseau de données ouvertes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENADData) a utilisé l'analyse des sentiments pour mieux comprendre comment les médias (nouvelles traditionnelles et médias sociaux) ont abordé les débats sur l'égalité des sexes, et en particulier le rôle des femmes en politique. Après analyse, cinq documents de recherche ont été produits dans le but de fournir de meilleures orientations et des outils permettant de faire participer efficacement les femmes et de créer une présence égale de participation de tous les genres au sein des communautés de données ouvertes. En outre, le Réseau de données ouvertes en Asie (ODAsia) a exploré les intersections de la façon dont les femmes pauvres de la région rurale du Mékong

tirent parti des données ouvertes et des techniques analytiques pour faire progresser l'inclusion.

Renforcer les communautés de données

- ▶ En intégrant des boursiers spécialisés dans la maîtrise des données dans les ministères du Kenya, de l'Éthiopie, du Rwanda et de la Sierra Leone, le Réseau de données ouvertes en Afrique continue de promouvoir les communautés de données et la transparence dans les secteurs de l'agriculture, de l'éducation, de la santé et du genre.
- ▶ Comblant les lacunes en matière de données autochtones et améliorant les capacités en matière de données au sein de ces communautés a été un domaine d'intérêt central pour ODAsia. Au cours de l'année écoulée, ils ont soutenu la formation à l'alphabétisation numérique de communautés autochtones au Laos et ont créé des outils de collecte de données portatifs qui fonctionnent dans des contextes de faible alphabétisation. Ils ont également travaillé à la traduction et à la publication de 107 ensembles de données axés sur les données de souveraineté des données autochtones (IDS) sur la plateforme Open Data Laos.
- ▶ Afin de continuer à développer les écosystèmes de données et à soutenir l'innovation dans toute l'Afrique francophone, la CAFDO a financé 52 mini-subsidies dans 15 pays, gérées par des experts ou des universitaires locaux. Parmi

celles-ci, on peut citer : la création d'un portail en ligne pour les journalistes au Sénégal afin de faciliter la vérification des faits pour une meilleure gouvernance et une plus grande responsabilité; un portail qui héberge des données sur les marchés publics dans un format facilement compréhensible et accessible au Burkina Faso; et la création d'un portail de données ouvertes pour promouvoir la production, l'accès et l'utilisation des données au Niger.

- ▶ MENADData a organisé une initiative dans le cadre de laquelle des journalistes et des activistes ont été formés sur la manière de tirer parti des données pour mener des initiatives en matière de droits de l'homme dans les domaines du genre, de l'éducation et de la vie privée. Ces efforts ont été complétés par la création d'un camp d'été intensif pour les jeunes, en particulier les femmes, qui formera les futurs responsables des données dans la région.
- ▶ Afin de mieux faire participer les communautés dans le processus décisionnel du gouvernement, le Caribbean Open Institute a lancé une application Web/mobile pilote appelée «<http://TellYourMP.com.jm> » et a réalisé un cycle complet de budgétisation participative. Cette recherche-action sur le terrain évalue le rôle de l'intervention technologique et des organismes communautaires dans la participation des citoyens.

Aider les gouvernements

Objectif : Aider les gouvernements des pays en développement à planifier, à exécuter et à gérer les initiatives de données ouvertes nationales

- ▶ La sécurité routière et les maladies liées à la pollution atmosphérique sont des défis importants pour les grandes villes du monde entier. Conscient de ce fait, MENADData a cartographié les voies de transport au Caire afin de mettre en évidence la manière dont les données peuvent être utilisées pour la planification des infrastructures, l'évaluation des exigences en matière de sécurité, et être utilisées pour plaider en faveur de nouvelles caractéristiques de sécurité sur les routes. Pour mieux comprendre la pollution atmosphérique au Caire, l'équipe a utilisé des capteurs pour cartographier les variables et mieux comprendre comment la pollution atmosphérique varie dans l'ensemble de la ville. Cela a finalement conduit à l'élaboration d'un outil qui peut être utilisé par les décideurs et les défenseurs de la cause pour mieux relever les défis de la qualité de l'air.
- ▶ Au cours de l'année écoulée, l'ILDA a joué un rôle actif en conseillant sept gouvernements de la région d'ALC et plusieurs groupes de la société civile sur la manière d'utiliser efficacement les données dans les décisions et les politiques de marchés publics. Ils se sont concentrés en particulier sur les questions liées au genre et à l'inclusion, un domaine souvent sous-estimé dans l'attribution des marchés publics. Une meilleure intégration dans les marchés publics aide les entreprises appartenant à des femmes et à des minorités à se développer et à être compétitives à plus grande échelle.
- ▶ Pour renforcer la capacité des ministères à publier et à utiliser les données, l'ILDA a créé le programme « Open Data for Open State ». À ce jour, plus de 300 fonctionnaires ont été formés en Équateur, en Uruguay, en Argentine et au Costa Rica. Cette initiative a été complétée par l'élaboration d'une nouvelle boîte à outils visant à aider les gouvernements infranationaux à concevoir et à mettre en œuvre leurs propres politiques de données ouvertes, fruit d'une collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'ancien ministère de la modernisation en Argentine.
- ▶ Les données massives ont le potentiel de combler les lacunes en matière de collecte de données et de statistiques officielles, en particulier dans les environnements à ressources limitées où l'infrastructure pour la déclaration peut être inégale. En partenariat avec STATIN – le bureau national des statistiques de la Jamaïque, le Caribbean Open Institute a élaboré une plateforme nationale de rapports sur les ODD, qui a permis d'exploiter et d'utiliser des ensembles de données volumineuses pour faire avancer le programme des ODD.



Accroître l'utilisation efficace

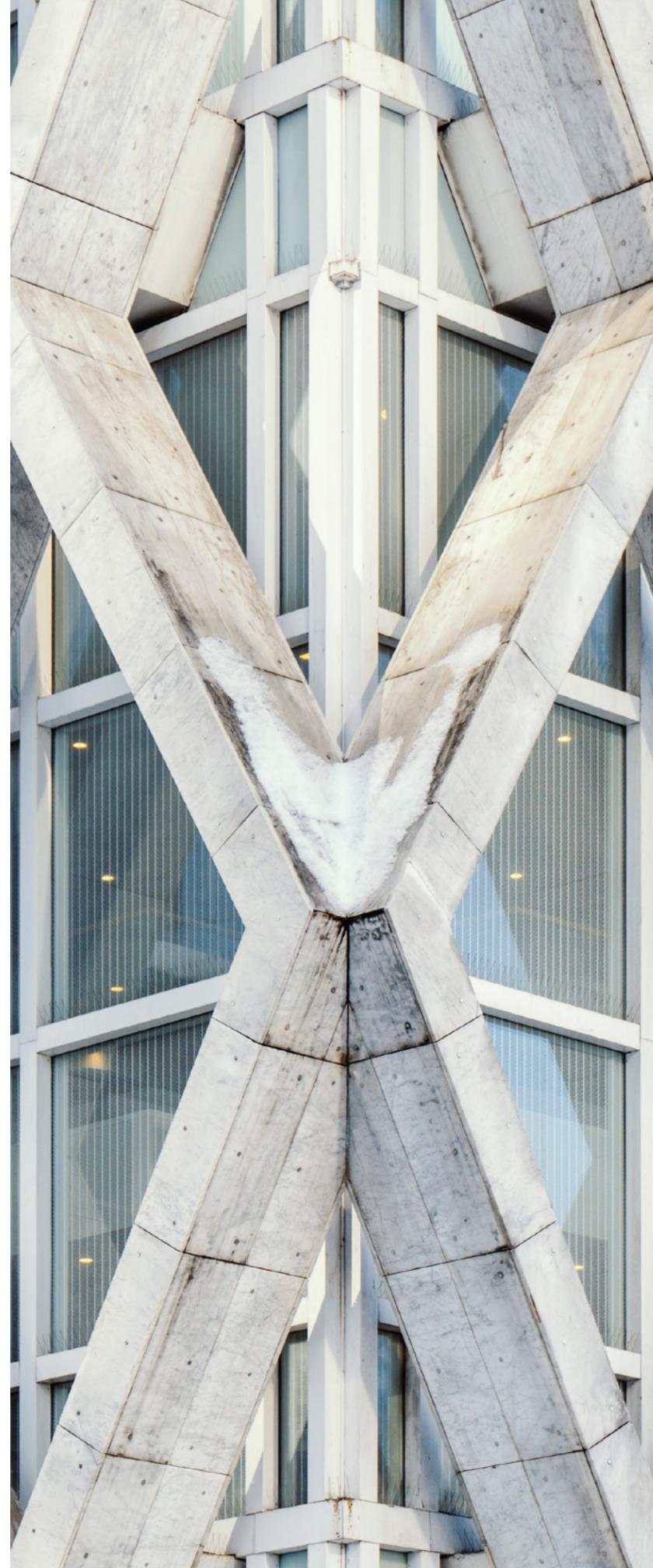
Objectifs : Augmenter la réutilisation des données ouvertes dans les pays en développement en appuyant des normes appropriées, des lignes directrices, des applications axées sur les solutions et une capacité du côté de la demande, ce qui contribue à l'innovation sociale et économique;

- ▶ Cette année, l'AODN a créé « The Open Data Policy Cookbook » qui fournit une ressource aux parties prenantes pour réfléchir à la meilleure façon de mettre en œuvre les pratiques de données ouvertes dans leurs contextes uniques. Le livre de recettes a été élaboré à la suite d'une consultation approfondie des gouvernements nationaux et infranationaux, de la société civile, du monde universitaire et du secteur privé au Kenya, au Rwanda, en Éthiopie et en Sierra Leone. La publication offre un ensemble diversifié de perspectives et d'avis d'experts.
- ▶ Traditionnellement, les principes du mouvement pour l'ouverture des données se concentrent sur l'augmentation générale de l'utilisation et de la circulation des données, tout en ignorant les inégalités historiques qui peuvent jouer un rôle dans la capacité des groupes à accéder aux données. Les nouveaux principes [Be FAIR](#) et [CARE](#) publiés par la Global Indigenous Data Alliance visent à accroître les droits en matière de données et les possibilités d'innovation au sein des communautés autochtones. Au cours de l'année écoulée, ODAAsia a diffusé ces principes auprès des intervenants autochtones de toute la région afin de les sensibiliser et de favoriser l'inclusion et les capacités.
- ▶ Le tourisme est un pilier économique important dans les économies des Caraïbes. Pour accélérer l'innovation basée sur les données ouvertes et réduire les coûts de transaction, le COI a créé une nouvelle plateforme de tourisme communautaire appelée S.C.O.P.E – Smart Community Open Platform Ecosystem. Cette plateforme fournit un portefeuille de données ouvertes et des exemples de code d'application mobile/Web, afin d'accélérer le développement d'applications et de services innovants pour le tourisme communautaire. Un projet pilote « Smart Community » a été mis en œuvre dans la communauté de Treasure Beach, en Jamaïque, afin d'évaluer cette plateforme en tant que catalyseur d'initiatives axées sur le secteur des données ouvertes.

Surveiller les répercussions

Objectif : Construire des preuves sur la relation entre l'initiative des données ouvertes et le développement socio-économique;

- ▶ Au cours de l'année écoulée, le livre commandé et publié par DOD, [« State of Open Data : Histories and Horizons »](#) a continué à servir de ressource importante pour les gouvernements, les organisations multilatérales, les organisations de la société civile (OSC) et d'autres parties prenantes dans le monde entier.
- ▶ Le [rapport sur la révolution des données en Afrique](#) de 2019 fournit une mesure importante de l'état actuel et de l'incidence des données ouvertes dans tout le continent en utilisant la méthodologie du baromètre des données ouvertes. La CAFDO a organisé la contribution au rapport de la région d'Afrique française qui a historiquement été sous-représentée dans les initiatives de données ouvertes en raison de contraintes linguistiques.
- ▶ Afin de communiquer les histoires, les préoccupations et les pratiques en matière de données ouvertes à un large public, le Centre of Interest and Society (CIS), soutenu par ODAAsia, a préparé la publication [« Parliamentary Affairs and Open Data »](#), qui organise les recherches existantes et les modèles émergents/établis de pratiques de données ouvertes qui ont lieu dans le monde et dans la région d'Asie.
- ▶ Pour fournir un aperçu approfondi du statut et de l'incidence des données ouvertes dans chacun des 29 pays du continent africain, l'AODN a construit un tableau de bord visualisant les données du rapport sur la révolution des données en Afrique de 2018, qui extrait les données sectorielles.



Renforcer les capacités institutionnelles

Objectif : Bâtir la capacité institutionnelle et la durabilité du réseau du programme DOD.

La poursuite du renforcement des capacités institutionnelles du réseau DOD est essentielle pour garantir que les centres puissent continuer à créer une incidence durable à l'échelle régionale et mondiale. Les activités visant à assurer la viabilité et la durabilité à long terme sont étroitement liées aux objectifs du nouveau plan d'apprentissage.

Un élément clé de cette approche a été les appels mensuels avec tous les centres qui ont continué à être un outil important pour augmenter la communication et la collaboration entre les réseaux. Les efforts pour mieux intégrer et communiquer les projets et les résultats dans des communautés de données ouvertes plus larges ont été abordés par la création d'un bulletin d'information mensuel avec un abonnement de 4 000 personnes, ainsi que par le nouveau lancement de [od4d.net](#). Pour faciliter davantage la collaboration entre les régions, les centres ont organisé des webinaires mensuels où les apprentissages clés des projets récents sont présentés à un public ouvert. L'augmentation de la communication et de la visibilité sur le Web, ainsi que la présence continue lors d'événements régionaux et internationaux, contribuent à assurer la durabilité et la capacité à long terme du réseau DOD.

Sexospécificité et inclusion

Les activités de DOD en matière de genre se sont considérablement améliorées au cours des deux dernières années. La sensibilisation accrue aux questions de genre, les nouvelles recherches visant à déterminer de nouveaux espaces d'innovation et l'accent mis à la fois sur l'intégration générale et l'intégration secondaire de genre ont donné naissance à de nouveaux manifestes et à une nouvelle capacité organisationnelle pour soutenir le changement transformationnel. Le rapport sur le gouvernement ouvert féministe a été largement alimenté par les contributions des centres et met en évidence des pistes potentielles pour la création de pratiques plus sensibles au genre et plus inclusives au sein du gouvernement ouvert, comme il est indiqué tout au long du rapport.



Défis et leçons retenues

Gestion de programme et réseaux mondiaux

Le programme réunissant plusieurs bailleurs de fonds de DOD est hébergé au CRDI. En tant qu'hôte du programme, le CRDI facilite la coordination générale et les activités de gestion des subventions liées à la mise en œuvre des projets et des activités. Le CRDI facilite en outre l'élaboration, le suivi, la gestion et l'évaluation des projets. Chaque subvention a son propre ensemble de résultats à atteindre, comme il est convenu dans les propositions individuelles.

Selon la recommandation de l'évaluation externe de 2018 et des commentaires des centres, le programme DOD a travaillé à la mise en œuvre de mécanismes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage par les pairs plus solides dans les projets actuels et futurs. Le programme des appels de groupe mensuels a été restructuré pour se concentrer davantage sur le partage des connaissances, afin de faciliter le développement de la durabilité du réseau. Le programme d'apprentissage et les forums de soutien par les pairs continuent d'encourager les collaborations entre les centres, avec le potentiel d'étendre les innovations à travers le réseau, et de fournir un espace pour discuter des défis communs.

Mise en œuvre du programme d'apprentissage

DOD est en train de mettre en œuvre un programme d'apprentissage qui vise à optimiser l'apprentissage stratégique et le partage des connaissances au sein du réseau. Il a été conçu pour intégrer les principes de la gestion adaptative et afin d'améliorer le processus et les résultats de la résolution de problèmes tant collectifs que spécifiques au centre. Certaines activités pilotes ont été menées:

- ▶ Relance d'une lettre d'information bimestrielle de DOD qui détaille les nouvelles publications, les blogues et les événements à l'échelle du réseau. Le bulletin d'information est supervisé par des contacts dédiés à la communication au sein du CRDI et de chaque centre;
- ▶ Une série de webinaires qui sont organisés par les centres à tour de rôle; le premier a été organisé par l'ILDA sur leur travail avec les normes relatives au féminicide, et le second s'est concentré sur les données ouvertes et la sécurité alimentaire;
- ▶ Poursuite des tables rondes mensuelles axées sur les questions de « comment » et de « quoi ». Les discussions sur le « comment » se concentrent sur les meilleures pratiques pour la mise en œuvre et la mise à l'échelle des approches visant à influencer les programmes politiques, l'engagement avec de multiples parties prenantes, les visualisations de données, le renforcement des capacités et plus encore. Les discussions d'apprentissage « Quoi » se concentrent sur l'exploration des chevauchements substantiels dans des domaines thématiques et sectoriels prioritaires spécifiques pour les centres, tels que les données ouvertes et la violence basée sur le genre, et les programmes sur les données ouvertes et la sécurité alimentaire. Ces lieux de partage visent à influencer les approches, et avec le temps, pourraient même influencer les approches stratégiques du programme.

Intégrer une lentille transformative de genre et d'inclusion dans le travail de DOD

L'une des principales conclusions de l'évaluation de la phase I de DOD est que, malgré les intentions et les objectifs de considérer le genre et l'inclusion comme une question transversale, les centres de DOD ont eu du mal à intégrer, à inclure et à mettre en œuvre des considérations de genre dans leur travail et leurs activités. La phase II de DOD visait à aborder cette question en développant un ensemble explicite d'activités de délimitation de la portée en collaboration avec les centres du réseau DOD dans le cadre des [études de délimitation de la portée du gouvernement ouvert féministe \(qui incluent les pays d'Afrique francophone\)](#). Ces études ont cherché à s'engager avec des groupes de femmes et d'autres acteurs participant aux processus de cocréation du PGO.

Les résultats ont mis en évidence les dangers d'une approche aveugle au genre basée sur l'hypothèse que les approches ouvertes ou participatives sont synonymes de pratiques inclusives, et ont souligné la nécessité d'utiliser une approche intersectionnelle et en particulier, la nécessité de surmonter les obstacles techniques, linguistiques et géographiques qui peuvent amplifier les inégalités dans les engagements de gouvernement ouvert/données. L'ouverture et la cocréation sont le fruit d'efforts délibérés, de l'instauration de la confiance, du renforcement des capacités et de la validation entre les parties. Une conclusion importante est qu'il existe un besoin important de partager et de montrer aux communautés locales pourquoi les processus et les approches basés sur les données ont de la valeur. Par exemple, les gouvernements ont tendance à donner la priorité à l'engagement des universitaires et des groupes de la société civile ayant une expertise technique dans leurs

processus de cocréation, sans se soucier de la base ou du réseau diversifié de groupes de femmes qui existe. Un engagement plus délibéré peut garantir le développement de nouveaux engagements et services gouvernementaux plus pertinents, et peut également contribuer à accroître la production et l'utilisation de données pour l'autonomisation et le développement. Ces études et projets de délimitation de la portée ont permis d'habiliter les responsables de la recherche à devenir des champions des questions d'inclusion, en développant de nouvelles connaissances et aussi une capacité institutionnelle pour orienter le travail futur de DOD visant à devenir plus inclusif.

Malgré ces progrès, il est nécessaire de continuer à renforcer les capacités en matière d'égalité des sexes dans les centres en réseau afin de garantir la durabilité de ces approches. S'appuyant sur les résultats de la phase II, la nouvelle approche sera organisée au moyen d'un modèle de mentorat matriciel, dans lequel les centres recevront un mentorat et un soutien à l'échelle mondiale, et renforceront également leur capacité à soutenir une conception transformatrice de genre dans les équipes de recherche et dans le travail avec les collaborateurs. Cela permettra également d'améliorer la prise en compte du genre et d'autres facteurs tout au long de la conception et de la mise en œuvre des activités. Pour que cette approche soit couronnée de succès, des ressources humaines et financières adéquates devront être allouées au renforcement et au maintien des capacités et de la concentration.



À propos des centres de réseau DOD

DOD travaille actuellement dans de nombreuses régions des quatre coins du monde et la grande partie de ce travail est coordonné par ses carrefours de données ouvertes régionaux. Ces carrefours amplifient les retombées des données ouvertes dans leurs régions respectives à l'aide d'un réseau collaboratif de parties prenantes du gouvernement, de la société civile et du monde universitaire.

Réseau de données ouvertes en Afrique

Le travail de DOD en Afrique est coordonné par le Réseau de données ouvertes en Afrique (AODN). Hébergé au Local Development Research Institute (LDRI) à Nairobi, au Kenya, et lancé au début de 2017, le centre vise à accroître le développement et l'incidence des initiatives de données ouvertes en Afrique, et à promouvoir l'adoption de principes améliorés, de pratiques exemplaires, de politiques et de partenariats liés aux données ouvertes. L'AODN est appuyé par des activités supplémentaires de renforcement des capacités axées sur l'innovation, et misera sur des travaux existants de DOD en Afrique, y compris des efforts dirigés par Open Knowledge International (OKI) et l'Institut des données ouvertes.

Réseau de données ouvertes en Asie (ODAsia)

En 2018, le carrefour de données ouvertes en Asie de DOD a été lancé pour améliorer la disponibilité et l'incidence des données ouvertes en Asie du Sud-Est par des travaux de recherche et la coordination stratégique d'initiatives de collaboration régionales, existantes et nouvelles. Le centre vise à consolider la communauté de praticiens en Asie du Sud-Est, constituée de technologues en données ouvertes, de la société civile, de représentants du gouvernement, de bailleurs de fonds et de chercheurs. Au moyen d'une collaboration avec DOD, Open Development Mekong, des partenaires en Malaisie et en Inde, et une communauté de défenseurs de données ouvertes améliorent la qualité, l'incidence et la durabilité des initiatives individuelles et de la collaboration dans la région, établissent des liens avec des réseaux régionaux et mondiaux, et prennent appui sur la vision décrite dans le rapport 2020 du Réseau des données ouvertes en Asie et les travaux effectués par le laboratoire Open Data de Jakarta.

Caribbean Open Institute

Le travail de DOD dans les Caraïbes est coordonné par le Caribbean Open Institute. Créé en 2010, le Caribbean Open Institute est une coalition régionale formée de particuliers et d'organisations. Elle fait la promotion des approches de développement ouvertes d'inclusion, de participation et d'innovation dans les Caraïbes, en utilisant les données ouvertes comme catalyseur. L'accent est mis sur la défense, la sensibilisation et la mobilisation auprès des parties prenantes du secteur public sur le gouvernement ouvert et les données ouvertes; la preuve des répercussions possibles des initiatives de données ouvertes au moyen d'initiatives de recherche axées sur la demande dans divers secteurs thématiques; ainsi que le renforcement des capacités en matière de l'utilisation des données, le ressort et la mise en application des données en tant qu'élément essentiel du développement des Caraïbes.

ILDA

Le travail de DOD en Amérique latine est coordonné par l'ILDA. Formés en 2014 et initialement hébergés à Avina, les projets de l'ILDA ont bénéficié du soutien de nombreuses organisations telles que l'Organisation des États américains (OEA), la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque mondiale, entre autres. L'ILDA est désormais une organisation indépendante qui promeut le développement inclusif, l'innovation publique et sociale et la connaissance ouverte, par l'ouverture, l'utilisation des données publiques et la participation active des communautés concernées en Amérique latine. L'ILDA travaille sur quatre grands enjeux pour le futur du numérique dans la région : efficacité et transparence dans le secteur public, inclusion avec une attention particulière portée sur le genre, soutien communautaire, et difficultés d'ordre éthique se rapportant à l'adoption de nouvelles technologies d'utilisation des données.

Réseau de données ouvertes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENAData)

Le travail de DOD au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est coordonné par le Réseau de données ouvertes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENADData). Formé au début 2017 à l'université américaine du Caire et maintenant hébergé à l'Université de Birzeit, le réseau MENADData mobilise les organisations axées sur les données dans la région MENA par un réseau qui vise collectivement à renforcer les capacités de recherche et de défense quant à l'utilisation de données pour relever les défis de développement de longue durée. Ces efforts encouragent l'innovation dans divers domaines, et visent à établir des liens plus solides avec les initiatives et les partenaires internationaux dans le domaine des données ouvertes.

Communauté Afrique Francophone des Données Ouvertes (CAFDO)

La Communauté Afrique Francophone des Données Ouvertes (CAFDO), hébergée par Open Burkina, coordonne avec les parties prenantes dans un réseau qui couvre toute l'Afrique francophone pour favoriser la recherche, l'innovation, la compréhension des données, et les outils de soutien pour les responsables des politiques. La CAFDO a été active dans différents domaines, et a favorisé le leadership avec des représentants locaux dans 15 pays, en misant sur le renforcement des capacités locales et l'élaboration d'un programme, et collaborant avec des partenaires multipartites.

Charte sur les données ouvertes

Le programme DOD a financé la création de la Charte sur les données ouvertes par l'entremise du Groupe de travail sur les données ouvertes (GTDO) du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO), la création d'un groupe de responsables principaux à la Conférence internationale sur les données ouvertes (IODC), à Ottawa, et les consultations qui ont mené à son lancement. Investissant conjointement avec le réseau Omidyar, le programme DOD a aidé à établir un secrétariat et le réseau DOD a contribué de manière significative au développement de son centre de ressources. Les membres du réseau DOD ont été les principaux gardiens de la Charte sur les données ouvertes, promouvant un engagement plus fort envers les principes des données ouvertes dans le monde entier.

Annexe A: Indicateurs et rapports sur les résultats de la phase II du programme DOD

3.1 Inciter à l'action

Aider les gouvernements des pays en développement, les entrepreneurs et la société civile à faire progresser un plan d'action mondial visant à exploiter les données ouvertes pour le développement et à soutenir la participation égale des femmes et des filles.

Résultats intermédiaires

Élargir l'engagement politique envers les principes en matière de données ouvertes de grande qualité.

Indicateurs

Nombre de participants masculins et féminins engagés annuellement dans des événements mondiaux (IODC), régionaux (Condatos, AODC, DevCA, CAFDO) et nationaux (annuellement)

Nombre d'engagements du PGO qui incluent une composante de genre (pays en développement)

3.2 Soutien aux gouvernements

Aider les gouvernements des pays en développement à planifier, à exécuter et à gérer les initiatives de données ouvertes nationales

Résultats intermédiaires

Renforcement de la capacité des dirigeants à produire et à utiliser efficacement les données ouvertes.

Indicateurs

Nombre de gouvernements ayant reçu un soutien technique important

Nombre d'hommes et de femmes fonctionnaires ayant reçu une formation en ligne et hors ligne et un soutien par les pairs.

3.3. Accroître l'utilisation efficace

Augmenter la réutilisation des données ouvertes dans les pays en développement en appuyant des normes appropriées, des lignes directrices, des applications axées sur les solutions et une capacité du côté de la demande, ce qui contribue à l'innovation sociale et économique;

Résultats intermédiaires

Des innovations testées qui résolvent les principaux défis du développement durable, en se concentrant particulièrement sur les femmes et les filles.

Indicateurs

Nombre de participants masculins et féminins de la société civile aux activités de formation et de renforcement des capacités du programme DOD (au moins 50 % seront des femmes).

Contribution du programme DOD à des plateformes/applications qui augmentent considérablement l'incidence dans les pays en développement (au moins trois pays). Au moins un tiers des innovations viseront l'autonomisation des femmes et des filles.

3.4 Surveiller les répercussions

Construire des preuves sur la relation entre l'initiative des données ouvertes et le développement socio-économique;

Résultats intermédiaires

Mécanismes de mesure et d'évaluation efficaces dans les activités de données ouvertes, en se concentrant particulièrement sur la question de savoir si un gouvernement publie des données pertinentes pour le genre.

Indicateurs

Nombre de gouvernements suivis sur l'état de la fourniture et de l'utilisation des données ouvertes (Baromètre/Indice)

Publications de haute qualité évaluées par des pairs sur des initiatives ciblées en matière de données ouvertes. Au moins un tiers des nouveaux documents se concentreront sur les preuves concernant le gouvernement ouvert et l'égalité des sexes.

3.5 Renforcer les capacités institutionnelles

Bâtir la capacité institutionnelle et la durabilité du réseau du programme DOD.

Résultats intermédiaires

Réseau mondial autodéterminé, dirigé par le Sud, de centres indépendants travaillant en collaboration pour accroître l'incidence mondiale.

Indicateurs

Initiatives régionales multipartites consolidées pour le programme DOD

Fonds directs et indirects pour mettre en œuvre la stratégie mondiale et régionale du programme DOD (millions de dollars américains) (cumulatif)

Tableau des résultats

Janvier 2019 – Mars 2020

3.1.1

Nombre de participants masculins et féminins engagés annuellement dans des événements mondiaux (IODC), régionaux (Condatos, AODC, DevCA, CAFDO) et nationaux (annuellement)

Valeur de référence (avant 2015)

0 *n'a pas assuré le suivi de la participation aux événements régionaux auparavant

Prévu (Mars 2019)

1 700, 50 % de femmes

Atteint (Mars 2019)

1 600 / 50 % de femmes présentes

Prévu (Mars 2020)

2200

Atteint (Mars 2020)

2135, 45% de femmes.

Contexte indicatif et réalisations dans le temps

CIDO 2018 : 1 600 / 50 % de femmes présentes

Condatos 2018 : 300 / 50 % de femmes

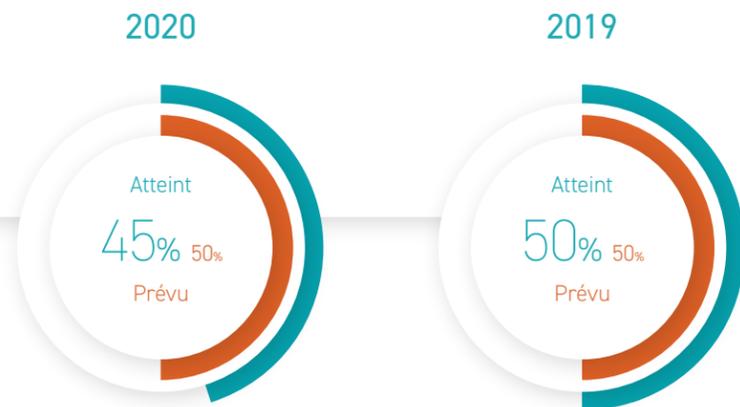
*La CIDO 2020 a été reportée en raison de la COVID-19.

Condatos 2019 : 505, 49 % de femmes

2e conférence annuelle de la CAFDO : 400 (96 femmes / 25 %)

Atelier sur l'IA des données et la société à Montevideo : 30, 50 % de femmes

Données ouvertes d'Asie



3.1.2

Nombre d'engagements du PGO qui incluent une composante de genre (pays en développement)

Valeur de référence (avant 2015)

S. O.

Prévu (Mars 2019)

20 engagements

Atteint (Mars 2019)

23 engagements

Prévu (Mars 2020)

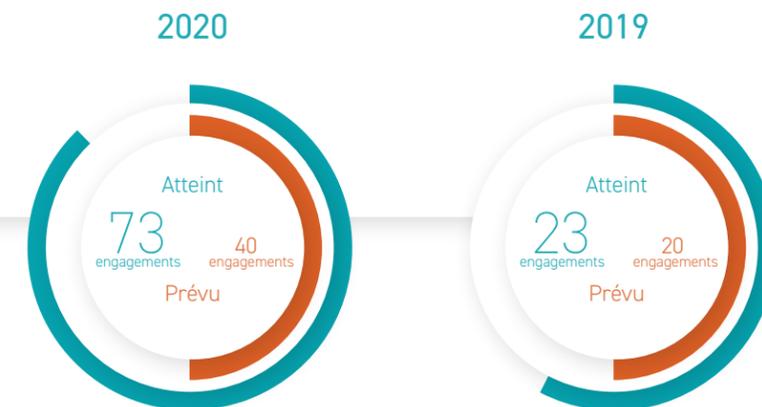
40 engagements

Atteint (Mars 2020)

73 engagements de 24 pays en développement selon le traqueur du PAN du PGO

Contexte indicatif et réalisations dans le temps

Depuis le début du PGO, il y a maintenant, 127 engagements de 41 pays en faveur de l'égalité des sexes, 39 % des membres du PGO ont maintenant pris au moins un engagement lié au genre.



3.2.1

Gouvernements qui reçoivent un soutien important pour améliorer la qualité et la mise en œuvre des plans de données ouvertes

Valeur de référence (avant 2015)

0

Prévu (Mars 2019)

30

Atteint (Mars 2019)

40

Prévu (Mars 2020)

40

Atteint (Mars 2020)

44

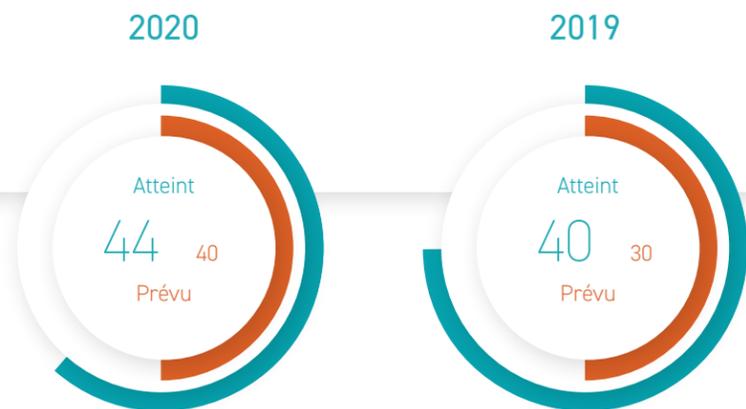
Contexte indicatif et réalisations dans le temps

2018-19:

Équateur, Burkina Faso, Belize, Argentine, Costa Rica, Haïti, République dominicaine, Cuba, Sainte-Lucie, Honduras, Panama, Jamaïque, Cambodge, Myanmar, Laos, Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Tchad, Côte d'Ivoire et Mali.

2019-2020:

Kenya, Ethiopie, Sierra Leone, Rwanda, Burkina Faso, Niger, Cameroun, Honduras, Jamaïque, Panama, Équateur, République dominicaine, Guatemala, Costa Rica, Argentine, Mexique, Uruguay, Tanzanie, Nigéria, Ghana, Zambie, Côte d'Ivoire, Maroc, Tunisie, Algérie, Liban, Jordanie, Égypte, Palestine, Cambodge, Myanmar, Laos, Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Guyane, Porto Rico, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago, Belize.



3.2.2

Fonctionnaires ayant reçu une formation en ligne et hors ligne ainsi qu'un soutien par les pairs sur les données ouvertes

Valeur de référence (avant 2015)

0

Prévu (Mars 2019)

1000

Atteint (Mars 2019)

1 200 personnes (300 en 2018-2019 dont 135 femmes et 165 hommes).

Prévu (Mars 2020)

1500 au total

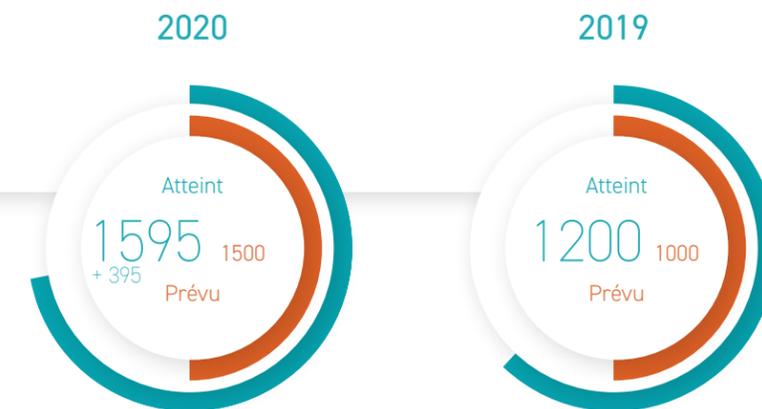
Atteint (Mars 2020)

Cumul pour la phase II du programme DOD : 1 595 fonctionnaires ont participé à des formations en ligne et hors ligne et à des activités de soutien par les pairs.

En 2019-2020, 395 fonctionnaires, bureaux de statistique nationaux et autres organisations supplémentaires ont reçu un soutien concernant des données ouvertes. On comptait 200 hommes, et 195 femmes.

Contexte indicatif et réalisations dans le temps

Les activités mondiales soutiennent un réseau de réunions de chefs de file en matière de données ouvertes, des initiatives d'alphabétisation et de cocréation de données, des ateliers de données statistiques, des contrats et des formations ouverts, un soutien technique aux gouvernements, des ateliers thématiques sur les données ouvertes.



3.3.1

Nombre de participants masculins et féminins de la société civile aux activités de formation et de renforcement des capacités du programme DOD (au moins 50 % seront des femmes).

Valeur de référence (avant 2015)
0

Prévu (Mars 2019)
1000

Atteint (Mars 2019)
1 350 personnes (600 en 2018-2019, dont 360 femmes et 240 hommes)

Prévu (Mars 2020)
2000

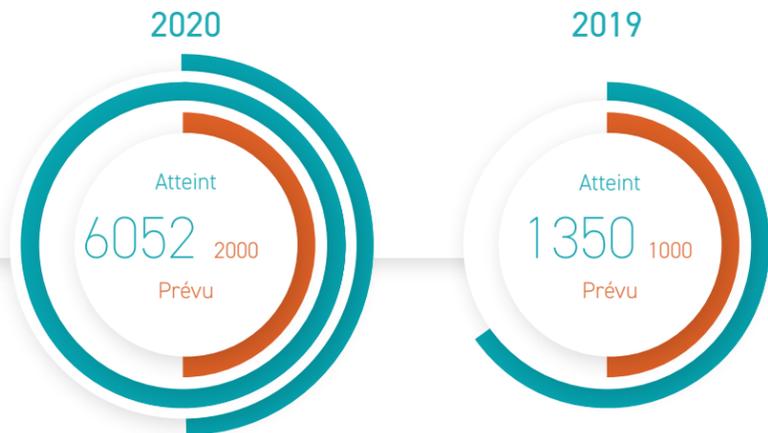
Atteint (Mars 2020)
Cumul pour la phase II du programme DOD : 6 052 participants de la société civile ont participé aux activités du programme DOD.

(4 052 en 2019-2020, dont environ 2 200 hommes et 1 852 femmes).

Contexte indicatif et réalisations dans le temps

Les activités mondiales comprennent des initiatives d'alphabétisation numérique par le biais de l'école de la méthodologie des données ouvertes dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Cours « Open Data for Open State » destinés aux fonctionnaires dans l'ensemble de l'Amérique latine. Formation sur les données ouvertes et la divulgation proactive au Kenya (AODN)

Les objectifs ont été dépassés en raison de la grande portée des activités du programme DOD, des partenariats stratégiques et de l'effet de levier supplémentaire des fonds.



3.3.2

Contribution du programme DOD à des plateformes/applications qui augmentent considérablement l'incidence dans les pays en développement (au moins trois pays). Au moins un tiers des innovations viseront l'autonomisation des femmes et des filles.

Valeur de référence (avant 2015)
0

Prévu (Mars 2019)
7

Atteint (Mars 2019)
8 (+ 40 projets pilotes)

Prévu (Mars 2020)
-

Atteint (Mars 2020)
11 (+ 52 mini projets pilotes de la CAFDO)

Contexte indicatif et réalisations dans le temps

2019:
The Ananda – Transcription des données législatives (Myanmar).
Projet Sinar (Malaisie)

2020:
ILDA : **norme de données sur le féminicide** (mise à l'échelle en 2019), MENA : « **Health System Eye** » au Liban, plateforme de données de MENA, **Open Development Mekong – Finalisation de la mise à niveau de CKAN** et normalisation des données géospatiales, **The Ananda – Transcription des données législatives** (Myanmar) – adoption d'Akomo Ntoso, normes sur les spécifications Popolo. **Projet Sinar** – utilisation de données ouvertes provenant de documents parlementaires pour des reportages. **Tableau de bord de visualisation de la révolution des données ouvertes en Afrique. S.C.O.P.E** – Smart Community Open Platform Ecosystem (COI), ont été mis à l'échelle, **dans les Caraïbes** **Projet School of Data** (à l'échelle du projet initial AGG). **Projet de journalisme de données au Sénégal**, **Projet de surveillance des marchés publics au Burkina Faso**, **Projet de suivi de l'aide au développement au Mali (CAFDO)**.



3.4.1

Nombre de gouvernements suivis sur l'état de la fourniture et de l'utilisation des données ouvertes (Baromètre/Indexe)

Valeur de référence (avant 2015)

50

Prévu (Mars 2019)

0

Atteint (Mars 2019)

37* (Aucun baromètre n'était prévu pour 2018-2019, un baromètre révisé des données est à l'étude pour 2020)

Prévu (Mars 2020)

0

Atteint (Mars 2020)

Cumulatif:

37 pays évalués* :

22 pays dirigeants et 15 pays évalués dans le cadre d'une évaluation spéciale de l'African Data Revolution Report (tableaux de bord disponibles sur <http://statistics.africa/>)

La planification du baromètre mondial des données de 2021, qui couvrira les 120 pays, a commencé. *30 autres pays seront évalués à la fin de 2020 par l'ILDA et le COI, des partenaires du programme DOD disposant de ressources supplémentaires.

Contexte indicatif et réalisations dans le temps

Le baromètre des données ouvertes a été transformé en baromètre mondial des données, et l'indice a également été intégré. L'ILDA et le COI sont en train de terminer l'édition 2020 du baromètre des données ouvertes pour les Caraïbes et l'Amérique latine.

Remarque :

18 pays africains supplémentaires ont été évalués sur la base des données disponibles sur le genre.

ODB15 (*86)

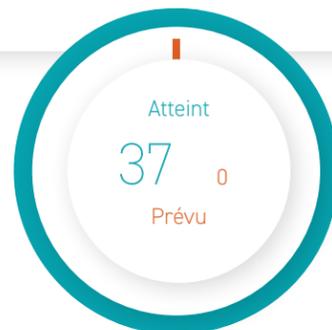
Baromètre des données ouvertes de 2016 :
92 pays

Baromètre des données ouvertes de 2017 :
115
Baromètre des données ouvertes

En 2018-2019 :

22 pays dirigeants, et 15 pays évalués dans l'African Data Revolution Report.

2020



2019



3.4.2

Publications de haute qualité évaluées par des pairs sur des initiatives ciblées en matière de données ouvertes. Au moins un tiers des nouveaux documents se concentreront sur les preuves concernant le gouvernement ouvert et l'égalité des sexes.

Atteint (Mars 2020)

Cumulatif :

146 études

(45 en 2020)

Contexte indicatif et réalisations dans le temps

2020:

State of Open Data couvre 36 chapitres, 12 études de cas de gouvernements ouverts féministes.

Rapport d'étude de cas sur le gouvernement ouvert féministe

Valeur de référence (avant 2015)

2

Prévu (Mars 2019)

50

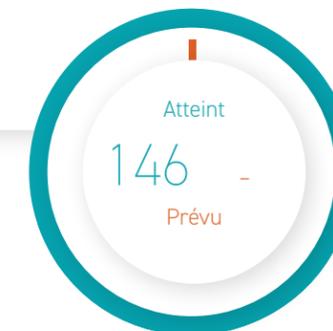
Atteint (Mars 2019)

101

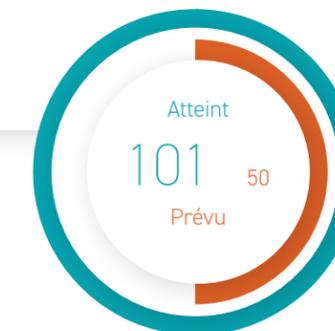
Prévu (Mars 2020)

-

2020



2019



3.5.1

Initiatives régionales multipartites consolidées pour le programme DOD

Valeur de référence (avant 2015)

2

Prévu (Mars 2019)

7

Atteint (Mars 2019)

7

Prévu (Mars 2020)

7

Atteint (Mars 2020)

7

Contexte indicatif et réalisations dans le temps

ILDA, COI, ODECA, Africa Open Data Network (AODN), Open Data in Middle East and North Africa (ODMENA), CAFDO, Asia Open Data Network

2020



2019



3.5.2

Viabilité financière – Fonds directs et indirects pour mettre en œuvre la stratégie mondiale et régionale du programme DOD (millions de dollars américains)

Valeur de référence (avant 2015)

6

Prévu (Mars 2019)

18

Atteint (Mars 2019)

18

Prévu (Mars 2020)

-

Atteint (Mars 2020)

19,5 M\$* canadiens

Contexte indicatif et réalisations dans le temps

* Les chiffres ne comprennent pas le financement de la phase III du programme DOD

Le programme DOD a obtenu 1,5 million d'euros supplémentaires en financement direct et indirect pour permettre aux partenaires de faire avancer leur travail.

2020



2019



Contributions significatives au programme DOD pour faire avancer les efforts sectoriels mondiaux (par exemple, l'agriculture, les villes)

Valeur de référence (avant 2015)

0

Prévu (Mars 2019)

10

Atteint (Mars 2019)

11

Prévu (Mars 2020)

-

Atteint (Mars 2020)

12

Contexte indicatif et réalisations dans le temps

Agriculture (GODAN), Données sur l'aide (IITA), Villes (Sommet des villes ouvertes), Marchés publics/Anti-corruption (contrats ouverts, propriété effective), Transparence (programme de transparence et d'intégrité de la gouvernance en Asie), Élections (ODI), Statistiques nationales (OpenDataWatch), Budgétisation (OK), Santé (A Tu Servicio et activités explorant la santé des réfugiés et la santé numérique dans la région MENA), Éducation (alphabétisation et pédagogie des données, School of Data).

2020

Politique de contrats ouverts élaborée dans la région d'ALC (ILDA), Mise à l'échelle d'une norme sur les féminicides (ILDA), Relever les défis de la résilience urbaine en Égypte, en Jordanie et au Liban. Le African Open Data Fellowship qui s'est concentré sur l'agriculture, la santé, l'éducation, les finances publiques et les marchés publics (AODN). Open Data Cookbook, Plateformes nationales de rapport sur les ODD (COI), TellyourMP (COI), School of Open Data (COI), Données sur l'aide (IATI), Plateforme nationale de rapport sur les statistiques (COI), politique de données ouvertes modèle (AODN), Publication d'études de cas de l'initiative Gouvernement ouvert et féministe.

2020



2019







OpenData

for Development Network